

N° 1179

du 16
NOVEMBRE
2018



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.3 Avant son basculement quand les conditions seront optimales

Le budget programme sera en mode test en 2019, parallèlement au budget moyen

P.3 **Pour assurer leur éligibilité aux programmes d'assistance sociale et de filets sociaux**

Bientôt un Registre Social Unique des pauvres au Togo



Tchabinandji Kolani-Yentcharé,
Ministre de l'Action Sociale

P.5 Football / TOGO Vs ALGERIE / Q CAN 2019

Adebayor : "Aider mon pays à gagner le match contre l'Algérie"

P.6 Commémoration du Centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale

Hommage porté aux combattants tombés à Chra, au Togo

P.3 Déclaration conjointe du Groupe des 5

**Gouvernement,
Coalition des 14:
ce qu'il y a lieu de faire !**

P.7 Poursuite du programme de réparations

Mieux connaître le HCRRUN, pour un meilleur accompagnement de ses activités par les journalistes

Conférence

Le numérique éducatif au Togo

"Le numérique peut-il réinventer l'éducation de base en Afrique ?" est la question posée par un article du Monde Afrique daté de 2017. "La révolution numérique en cours dans la région entraîne un foisonnement d'expérimentations intégrant les technologies de l'information et de la

communication en éducation (TICE) dans les classes comme hors des classes". Le Togo n'est pas en reste puisque depuis quelques années, de jeunes développeurs créés des applications, des sites Internet et même des robots afin d'améliorer l'éducation des jeunes togolais. À l'image du

robot-enseignant de Sam Kodo, le VT-Bot, qui a remporté le "Prix coup de Cœur" de FUTUR.E.S in Africa 2018 à Casablanca en mars dernier, des applications telles que OkpaBac, Zovu, AmphiMillion, SusuNote et EcolesTogo participent à moderniser et améliorer l'enseignement. Cette conférence permet

tra de découvrir les différents projets développés au Togo mais aussi de questionner ce phénomène récent.

20 NOV. / 18H30 | SALLE DE CONFÉRENCE DE L'IFT | ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE - LOMÉ

Agenda/IFT

Carte blanche à Sitou Matthia

"Le graffeur togolais Sitou, un caméléon dans les rues de Paris". Après des études en banque / finances, Sitou décide de changer de vie et se consacre aujourd'hui totalement à sa passion, la culture urbaine. Originaire du Togo où il a grandi, Sitou y a débuté le graffiti. Riche de nombreux voyages à travers l'Afrique de l'Ouest et centrale grâce à son métier de graphiste, il développe un lien de plus en plus fort avec le street art. Précurseur en Afrique, Sitou a organisé de nombreux événements là où il a voyagé (festivals, expositions...) afin de promouvoir cette nouvelle culture ur-

baine et en faire un vecteur fort de communication et de cohésion urbaine. Aujourd'hui installé en France, Sitou mène un travail de recherche autour des couleurs et des formes qu'il souhaite animer pour faire vivre les supports, qu'il s'agisse de murs, de toiles lors de ses expositions mais aussi de planches de skate, de ruches ou de blocs de béton. C'est donc avec joie que l'Institut français du Togo, dans le cadre de ce mois dédié aux cultures numériques, donne carte blanche à l'artiste graffeur.

27 NOV. / 29 NOV. - LOMÉ



Libre circulation du livre

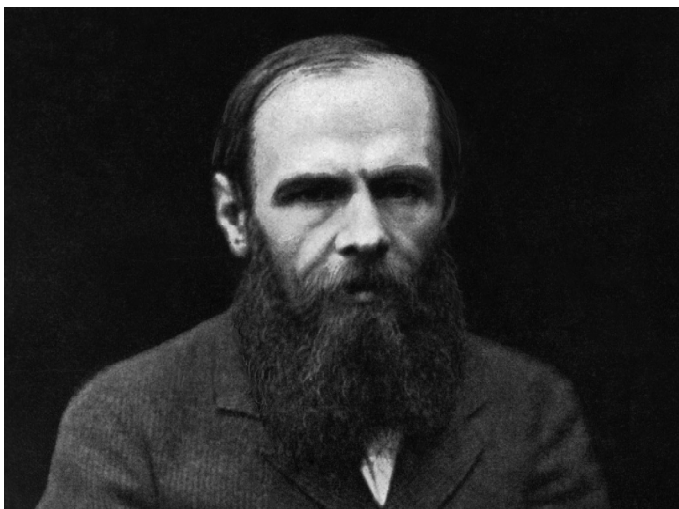
Le Koweït censure le romancier russe Dostoïevski

Les autorités du Koweït ont censuré un millier d'ouvrages, dont un classique du grand écrivain russe Fiodor Dostoïevski, lors d'un festival littéraire qui vient de débiter dans ce pays du Golfe, selon les organisateurs.

Saad al-Anzi, à la tête du Festival international de littérature du Koweït, a indiqué à l'AFP que le ministère de l'Information avait interdit 948 livres. Parmi eux, le roman Les Frères Karamazov (1880) de Dostoïevski qui a pour cadre la Russie du XIXe siècle et questionne la moralité, le libre arbitre et l'exis-

tence de Dieu, a-t-il précisé. Dostoïevski rejoint une liste grandissante d'écrivains censurés dans ce pays arabe du Golfe qui passe pour modéré, mais qui connaît une tendance conservatrice croissante dans la sphère politique et la société.

Ces cinq dernières années, plus de 4 000 livres ont été interdits par le ministère de l'Information, dont le célèbre roman de Victor Hugo Notre-Dame de Paris (1831) et Cent ans de solitude (1967) du Colombien Gabriel Garcia Marquez, surnommé Gabo par ses fans.



Edition

Devenir de Michelle Obama en 36 langues

Michèle Obama, l'ex-première dame des États-Unis vient de faire paraître une autobiographie résumant quelque peu son passage à Maison blanche aux côtés de son mari. Le Livre "Becoming", en américain, "Devenir" en Français va paraître simultanément en 36 langues. Michèle Obama y parle de son passage à la Maison Blanche pendant deux mandats, de sa vie intime, de la vie de son couple, et de la naissance de ses deux filles, nées par Gestation médicalement assistée après une fausse couche. Elle sera présente en France en décembre prochain.

Le site d'Europe 1 a révélé que l'ancienne première Dame des États-Unis Michelle Obama se rendra à Paris le 5 décembre 2018, pour faire la promotion de ses Mémoires, publiées chez Fayard sous le nom Devenir à partir d'aujourd'hui.

L'avocate et épouse du 44e président des États-Unis Barack Obama sera accueillie par La Seine musicale, lieu ouvert en 2017 sur l'île Seguin à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Les places pour assister au rendez-vous avec l'ex "First Lady" devaient être mises en vente par la Fnac à partir de 10 heures le 13 novembre, avec des tarifs allant de 54 à 99 euros. Un exemplaire de Devenir est offert avec le ticket d'entrée. Selon Europe 1, 10% des places sont offertes à des jeunes par l'entremise d'associations. Les spectateurs devraient assister à un "échange intime" entre l'écrivaine et une personnalité dont l'identité n'a pas encore été dévoilée.

De son enfance passée dans le South Side de Chicago aux huit années passées à la Maison Blanche, Michelle Obama retrace dans De-

venir son parcours d'Africaine-américaine et ses efforts pour défendre les droits des femmes. Dans des extraits publiés par le quotidien Le Monde, elle revient également sur l'engagement de son mari en politique et les interrogations que cela a suscitées chez elle, décrivant ses fortes réticences à ce qu'il se porte candidat à la présidentielle de 2008 : "Quelle serait la conséquence d'une campagne présidentielle ? Elle torpillerait tous [mes] projets".

Dans le cadre du plan média de Fayard, sa directrice Sophie de Clossets devait être reçue le 13 novembre dans l'émission "Quotidien" sur TMC pour évoquer la publication du livre et annoncer la venue de l'écrivaine. Une autre ancienne première dame, Valérie Trierweiler, publie un article consacré à l'événement dans le Paris Match de cette semaine, illustré de photos d'enfance



inédites. Le magazine Elle consacre quant à lui, la Une de cette semaine à un entretien exclusif entre Oprah Winfrey et Michelle Obama.

Le Financial Times révélait en avril dernier que le couple Obama avait touché plus de 60 millions de dollars de la part de leur éditeur américain Penguin Random House pour les droits des deux ouvrages. Celui du premier président noir des États-Unis sera également commercialisé par Fayard en France.

AZIMUTS INFOS

Deepfake: le trucage vidéo qui inquiète

Des chercheurs de l'université Carnegie Mellon ont mis au point une nouvelle technique de trucage vidéo qui permet littéralement de mettre les mots d'une personne dans la bouche d'une autre et lui faire dire des choses qu'elle n'a jamais dites.

Deepfake. Voici un terme (contraction des termes anglais deep learning (apprentissage profond) et fake (feint, truqué) actuellement très en vogue qui recouvre une réalité des plus préoccupantes : l'usage de l'intelligence artificielle (IA) pour créer des vidéos truquées qui superposent l'image d'une personne sur celle de quelqu'un d'autre. YouTube regorge d'exemples où l'on voit notamment des chefs d'État tenir des propos qu'ils n'ont jamais tenus. Le deepfake a été aussi exploité dans le porno pour produire de fausses vidéos utilisant le visage de célébrités. Et maintenant, des chercheurs de l'université Carnegie Mellon ont encore perfectionné le procédé.

Ils ont créé des algorithmes qui sont capables de récupérer le contenu d'une vidéo et de l'appliquer à une autre et ce sans altérer le style de la vidéo cible. La vidéo, ci-dessous, offre une illustration des plus explicites. Cela commence avec le présentateur américain John Oliver dont les expressions faciales et les mouvements de bouche sont littéralement calqués de façon transparente sur le visage de son homologue Stephen Colbert. On découvre que le système peut s'appliquer à des fleurs ou des paysages. La démonstration se conclut avec le donage du style de Martin Luther King appliqué sur le visage de Barack Obama, lequel va ensuite se glisser dans la peau de Donald Trump.

Pour réaliser ce trucage vidéo bluffant, les chercheurs ont créé des réseaux antagonistes génératifs (en anglais, generative adversarial networks ou GANs). Il s'agit de deux algorithmes d'apprentissage non supervisé qui sont mis en compétition l'un contre l'autre. Le premier réseau est un générateur qui va créer une copie du style d'une vidéo. Le second réseau est un discriminateur qui examine le contenu produit en le comparant à l'original et évalue sa cohérence. Mais les chercheurs sont allés plus loin en créant un Recycle-GAN, qui analyse les changements visuels non seulement d'un point de vue spatial mais aussi temporel. Cette couche supplémentaire d'informations contribue à réduire les options pour conserver les meilleurs résultats possibles.

Une technique à double tranchant

Pour illustrer la logique de leur technique, ils expliquent qu'elle est analogue dans son principe à celle qui consiste à vérifier la qualité d'une traduction de l'anglais vers l'espagnol en retraduisant le texte espagnol en anglais. On pourra se rassurer quelque peu en sachant que le système est uniquement visuel. Il ne sait pas transposer le son, pour le moment... Mais la performance technique n'en marque pas moins un progrès important dans ce type d'intelligence artificielle.

Le développement du deepfake apparaît inéluctable, sans que l'on puisse totalement le déplorer ou s'en réjouir. Cette technologie est prometteuse, notamment pour l'industrie du cinéma (animations anthropomorphiques, créations artistiques empruntant un certain style visuel) ou pour apprendre aux voitures autonomes comment conduire de nuit ou par mauvais temps. En effet, un GAN pourrait par exemple identifier les dangers dans une scène tournée de jour et les transposer dans des vidéos de nuit.

Mais dans le même temps, elle représente un danger avec des risques de dérives faciles à imaginer : manipulation politique, diffusion de fausses informations, vidéos offensantes utilisant le visage de personnes connues ou anonymes (revenge porn). Dans leur article scientifique, les chercheurs de Carnegie Mellon n'évaluent pas cet avenir sombre où l'IA permettra de créer des vidéos truquées totalement crédibles. Mais pour eux, maîtriser ces techniques dès à présent donnera les clés pour mieux détecter les tromperies.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Pour assurer leur éligibilité aux programmes d'assistance sociale et de filets sociaux

Bientôt un Registre Social Unique des pauvres au Togo

Late Pater

C'est une activité inscrite dans la matrice des réformes du ministère de l'Action sociale et pilotée de concert avec le ministère chargé du Développement à la base. Au bilan à fin juin 2018, il a été indiqué que «le responsable doit prendre des mesures pour réaliser l'activité dans les délais». La mise en œuvre de l'activité n'ayant pas été efficace. Qu'à cela ne tienne, le Registre Social Unique (RSU) est destiné à cibler les plus pauvres et les plus vulnérables en vue d'assurer leur éligibilité aux programmes et projets d'assistance sociale et de filets sociaux. Les documents relatifs aux critères d'identification des ménages pauvres, le guide méthodologique d'identification communautaire et la fiche d'inscription ont été déjà élaborés. Le ciblage communautaire s'est déroulé dans deux préfectures pilotes, Blitta et Tône. Selon le ministère de l'Action sociale, les données sont traitées et apurées en collaboration avec le ministère du Développement à la base. Une formation des cadres et agents sociaux est prévue dans ce sens. Le processus est donc en cours, conclut-on.

La récente initiative officielle liée à l'identification des pauvres est l'élaboration du document de la deuxième cartographie de la pau-



vrete par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEED). Objectif : rendre disponibles des informations récentes sur la pauvreté et avoir une meilleure lisibilité des données sur la pauvreté. Ainsi, il avait révélé une diminution de 1,6 point de la proportion des pauvres qui est passée de 55,1 en 2015 à 53,5 en 2017, sur le plan national. Contre 58,7% en 2011. C'est la mesure de la proportion de la population pauvre vivant avec un revenu par tête en dessous du seuil de pauvreté monétaire. Au niveau régional, on a relevé des baisses considérables de l'incidence de la pauvreté comparée à celle de 2011 dans presque toutes les régions : par exemple, dans la région des Savanes (la plus pauvre depuis des années), l'incidence de la pauvreté est passée de 87,3% en 2011 à 65,0% en 2017, de 76,0% à 59,9% dans la

région Centrale, de 68,9% à 58,2% dans la région de la Kara, de 65,9% à 56,6% dans les Plateaux. Par contre, la pauvreté dans la région Maritime et Lomé-Commune connaît une légère augmentation, passant respectivement de 45,3% à 52,6% (hausse de 7,3 points) et de 27,0% à 30,3% (augmentation de 3,3 points) entre 2011 et 2017. Au niveau préfectoral, les préfectures d'Oti Sud (77,2) et de Kpendjal (70,3) ont été les plus touchées par la pauvreté en 2017. Elles sont suivies de Dankpen (68,2), Kpendjal Ouest (67,6), Tandjouaré (65,7), Tône (64,5), etc. Cette cartographie de la pauvreté a été réalisée du 19 novembre au 9 décembre 2017 sur toute l'étendue du territoire togolais, dans 530 zones de dénombrement tirées dans les 39 préfectures et les 5 arrondissements de Lomé-Commune. 27 046 ménages avaient été enquêtés.

Avant son basculement quand les conditions seront optimales

Le budget programme sera en mode test en 2019, parallèlement au budget moyen

Late Pater

Le Togo étant dans l'obligation de respecter le délai communautaire du 1^{er} janvier 2019, le conseil des ministres a adopté, le 3 octobre 2018, le budget programme de l'Etat 2019-2021. Soumis à l'Assemblée nationale, il a fait l'objet de débats sans vote. Selon un récent rappel du ministre de l'Economie et des finances, le budget programme—dont l'expérimentation va démarrer au Togo en 2019—devra conduire à «une meilleure performance grâce à la gestion axée sur les résultats». Et d'ajouter que le budget programme sera donc exécuté en mode test dans le système d'information en parallèle avec le budget moyen au cours de l'année 2019 avant son basculement au cours des prochaines années dès que les conditions seront jugées optimales.

Institué dans l'espace UEVOA, le budget programme se veut une approche de gestion qui met la qualité des services publics offerts aux citoyens au cœur des préoccupations de l'action publique. Aussi la satisfaction des citoyens sera-t-elle désormais mesurée par des indicateurs de performance affectés à chaque responsable de programme désigné nommément dans son ministère ou institution, indique-t-il. «Le budget programme, outil de la gestion axée sur les résultats, constitue la première étape d'un processus visant à dévelop-

per une culture de la performance. Désormais, la reddition des comptes de l'Etat sera complétée par des rapports annuels de performance contenant une évaluation de l'efficacité et de l'efficience de la gestion des affaires publiques».

À la mi-août 2018, un atelier de formation a été organisé en vue de la mise en place d'une équipe d'experts nationaux en budget programme afin d'appuyer les départements ministériels et institutions dans la mise en œuvre de ce processus, avec l'appui du Fonds monétaire international et de l'Union européenne. Cette équipe, qui bénéficiera de façon continue du renforcement des capacités, sera sollicitée tout au long du processus du budget programme. Les travaux d'élaboration des budgets programmes ont été lancés depuis juillet 2012. Par ce changement, le pays ne votera plus son budget par titre et par service administratif, mais par programme et par dotation. Chaque programme est décliné en actions et chacune d'elles comprend des activités ; chaque activité est déclinée en tâches sur la base desquelles les coûts sont évalués. Le budget programme permet de rapprocher les ressources sollicitées des résultats réalisés et d'avoir une

meilleure appréciation des dépenses publiques à budgétiser.

Le programme est défini comme un ensemble d'objectifs spécifiques auxquels sont associés des actions regroupant des activités et/ou des projets, accompagnés de moyens et de mesures (indicateurs) suivant des critères de domaine d'activités économiques (branche, filière, secteur...) ou de groupes cibles (femmes, jeunes, personnes âgées, chômeurs...) ou de territoire (région, préfecture, commune...) ou de services administratifs obéissant à une logique de cohérence d'ensemble. Le responsable de programme, qui est un nouvel acteur dans la gestion, est nommé par ou sur proposition du ministre sectoriel dont il relève. Sur la base des objectifs généraux fixés par le ministre sectoriel, il détermine les objectifs spécifiques, affecte les moyens et contrôle les résultats des services chargés de la mise en œuvre du programme. Il s'assure du respect des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion. Le ministre, ordonnateur principal du budget de son département ministériel, peut déléguer son pouvoir au responsable de programme. Le responsable de programme rendra compte directement au ministre.

Dans son programme hiver 2018-2019 Air France réaménage le confort sur sa ligne Paris-Lomé

La compagnie aérienne française Air France vient d'annoncer des innovations prévues dans son programme hiver 2018-2019. Il s'agit, entre autres, de la reconfiguration des cabines de l'A330, qui dessert Lomé. Son directeur régional Jean-Luc Mevellec, reçu le 9 novembre à

sur téléphone portable pendant toute la durée du vol.

Par rapport à la saison hiver précédente, Air France-KLM va augmenter son offre globale de 2,5%. Mais sur l'Afrique de l'Ouest, l'offre augmentera de 10%, avec notamment 2 vols supplémentaires vers Ouagadougou et 4 vols



Jean-Luc Mevellec, à l'extrême droite

Lomé par Marc Vzy, l'ambassadeur de France, a annoncé que la classe Affaires serait réorganisée avec des sièges de dernière génération, apportant plus d'espace, passant de 40 à 36 sièges. Il précise aussi que la classe Economie serait désormais équipée d'écrans tactiles dernière génération. Enfin, l'installation en cours du satellite Gogo permettrait une connectivité

supplémentaires vers Accra, permettant un vol quotidien pour chacune de ces destinations.

Vers Lomé, Air France propose depuis le mois d'octobre un vol quotidien, grâce à 3 vols hebdomadaires supplémentaires en complément des 4 liaisons hebdomadaires Paris-Niamey-Lomé.

Déclaration conjointe du Groupe des 5

Gouvernement, Coalition des 14 : ce qu'il y a lieu de faire !

La coalition des 14 partis politiques (C14) a choisi de tirer sur tout ce qui bouge désormais vers le 20 décembre prochain. A ses yeux, la CEDEAO et les deux facilitateurs désignés se sont alliés au parti au pouvoir «contre elle» et les intérêts du peuple, héi de son peuple. Le compte rendu du dernier périple guinéen de ses leaders est la dernière goutte qui déborde. En colère, elle jure que le renouvellement des députés n'aura pas lieu à la date du 20 décembre ; elle va tout empêcher. En échauffement, elle remet ses fans dans la rue le week-end à venir. Le gouvernement, lui, dit avoir déjà tout anticipé.

Et pourtant, c'est ce dernier round des discussions avec le facilitateur guinéen qui sert de repère au Groupe des 5. «Les ambassades d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, la délégation de l'Union européenne et la coordination du système des Nations Unies au Togo saluent la

poursuite des efforts de la CEDEAO à travers les récentes consultations entre le co-facilitateur, le président Alpha Condé, et les parties togolaises. Elles soulignent la nécessité de préserver un climat de paix et d'éviter toute forme de violence. Elles encouragent le gouvernement à poursuivre les mesures d'apaisement notamment par l'accélération des procédures judiciaires et l'exploration de mesures de clémence additionnelles en vue de la libération des détenus. Elles invitent les membres de la C14 à saisir l'opportunité des recommandations de la CEDEAO relatives au processus électoral et à la prorogation des opérations d'inscription sur les listes électorales afin de faire enrôler leurs partisans pour des élections régulières, transparentes et crédibles au Togo. Elles restent disponibles à accompagner les partenaires togolais pour la résolution

durable de la crise», indique la déclaration conjointe rendue publique le 13 novembre 2018.

Le Groupe des 5 rejoint ainsi la CEDEAO qui a utilisé les mêmes mots. «La CEDEAO recommande la poursuite des mesures d'apaisement afin de renforcer le climat de confiance entre tous les acteurs. A cet effet, les facilitateurs encouragent le Gouvernement togolais à renforcer les mesures de sécurité et à poursuivre les efforts visant à garantir les droits et libertés de tous les leaders et acteurs politiques dans l'exercice de leurs activités sur toute l'étendue du territoire national. Sur la question des personnes encore détenues, la facilitation, tout en saluant les mesures déjà prises, exhorte le Gouvernement togolais à faire accélérer les procédures judiciaires et à étudier la possibilité de mesures de clémence additionnelles en leur faveur. Les facilitateurs réitérent leur opposition au re-

cours à la force et à la violence», précise leur communiqué après la rencontre de Conakry. La CEDEAO avait aussi encouragé le Gouvernement togolais à examiner la possibilité d'une prorogation exceptionnelle des inscriptions sur les listes électorales pour une période maximale de trois jours, pour permettre aux acteurs politiques et aux citoyens qui n'auraient pas pu se faire enrôler de pouvoir le faire, sans préjudice de la date du 20 décembre 2018. «Les facilitateurs se réjouissent du déploiement des experts et des observateurs électoraux de la CEDEAO pour accompagner et superviser tout le processus de préparation et d'organisation des élections. Leurs rapports sur le recensement et le processus électoral sont attendus (...) L'audit du fichier par d'experts indépendants constitue un gage supplémentaire», ajoute le texte du communiqué.

Par souci de sécurité environnementale, et dans le cadre du PEUL 3 L'ancien site de décharge d'Agoé-Nyivé à réhabiliter et à valoriser

Jean AFOALBI

Dans le cadre de la phase 3 du Projet d'environnement urbain de Lomé (PEUL 3), le gouvernement se prépare à toucher un financement de l'Agence française de développement (Afd), dont la totalité sera rétrocédée à la délégation spéciale de la ville de Lomé en qualité de maître d'ouvrage du futur projet. La ville de Lomé devrait ainsi bénéficier, début 2019, d'un financement pour le PEUL 3 dont la convention devrait être signée au premier trimestre 2019 entre l'Etat togolais et l'Afd, indique-t-on officiellement. Une partie importante des fonds du projet (9 millions d'euros sur les 13 millions d'euros de cette convention de financement) sera consacrée à la réorganisation de la filière de gestion des déchets et à des travaux de mise en sécurité environnementale, de réhabilitation et de valorisation de l'ancien site de décharge d'Agoé-Nyivé, dans les environs du circuit Moto-cross de Lomé, à une vingtaine de kilomètres à la sortie nord de la capitale.

Il est rappelé que depuis 2007, la délégation spéciale de la ville de Lomé a entrepris, avec l'appui de l'Afd, au travers des projets PEUL 1 et PEUL 2, une série d'actions pour améliorer la gestion des déchets solides urbains, l'entretien des ouvrages d'assainissement, la planification urbaine, l'adressage, la mobilisation des ressources financières locales. Ainsi, une convention de financement spécifique et un prêt de la Banque ouest africaine de développement (Boad) ont aussi permis l'aménagement d'un Centre d'enfouissement technique (CET) pour le stockage contrôlé des déchets solides urbains à Aképe, au nord-ouest de Lomé.

Pour la revalorisation de l'ancienne décharge intermédiaire d'Agoé-Nyivé, devenue un cas de santé publique pour les populations riveraines du circuit Moto-cross, la délégation spéciale de Lomé compte d'abord renforcer les capacités de sa Direction des Services techniques, puis engager dès janvier un maître d'œuvre des travaux. L'assistance technique, en lien avec le PEUL 3, devra mettre l'accent sur la filière déchets solides (élaboration d'une stratégie de planification de la gestion des déchets urbains, développement de la valorisation et du recyclage) ; la planification urbaine territoriale, dans la poursuite de la stratégie de développement urbain du Grand Lomé ; la définition et le contrôle des délégations de service public octroyées ou des prestations contractualisées ; le pilotage et l'organisation des services ; le lancement d'études de faisabilité pour des projets d'équipements, d'aménagement ou d'infrastructures.

Le volet maîtrise d'œuvre sera



Faure Gnassingbé à l'inauguration du CET d'Aképe, le 25 avril 2018

réalisé à travers la mobilisation d'une équipe de projet capable de concevoir et suivre les travaux de mise en sécurité environnementale, de réhabilitation et valorisation de sites pollués. Les travaux, estimés en première approche à 6,9 millions d'euros (4,519 milliards de francs Cfa), devraient consister à clôturer le site, remodeler et mettre en place une couverture semi-perméable du massif de déchets, créer des fossés de collecte des eaux pluviales, des tranchées de collecte des lixiviats et des événements de gestion du biogaz. La mission comprendra les études d'Avant-projet sommaire, d'Avant-projet détaillé, l'élaboration du Dossier d'appel d'offres, l'assistance à la passation du ou des contrats de travaux, la validation des études d'exécution, la surveillance et le contrôle technique des travaux ainsi que l'assistance aux opérations de réception. La délégation spéciale de Lomé estime les prestations sur une durée de trois (3) ans.

Il est à préciser qu'en remplacement de l'ancienne décharge intermédiaire d'Agoé-Nyivé, l'Union européenne (à travers son projet d'Eau et assainissement pour le Togo) et l'Agence française de développement (dans le cadre du projet PEUL 1) ont mis à disposition une subvention totale de 10 millions d'euros, la BOAD a quant à elle signé avec le gouvernement un prêt concessionnel de 9,15 millions d'euros. Ces fonds, ainsi que l'investissement de 2 milliards de francs de la Mairie, ont permis la construction du Centre d'Enfouissement Technique (CET) du Grand Lomé, sous la maîtrise d'ouvrage de la Mairie de Lomé, inauguré le 25 avril 2018 à Aképe. Le centre est implanté à la périphérie de Lomé et permet de stocker et traiter les déchets collectés dans le Grand Lomé. Le projet, dans cette première tranche, a comporté la construction des ouvrages suivants : aménagement des voies d'accès au site et d'une zone technique d'accueil ; réalisation de 5 casiers pour le stockage des déchets sur 5 ans ; construction d'une station de traitement des effluents sous la forme d'un bassin filtrant végétal ; construction d'un réseau d'évacuation du biogaz et pose d'une torchère.

Ce projet prioritaire et ambitieux répond aux besoins des populations

du Grand Lomé, tant du point de vue environnemental que de l'hygiène et de la santé publique, est estimé les partenaires financiers. Les travaux et l'exploitation de ce projet ont été confiés, suite à un processus d'appel d'offres international, à un groupement d'entreprises de renommée internationale spécialistes de ce type de projets d'infrastructures, Eiffage et Coved, en partenariat avec l'entreprise togolaise GER. Leurs expertises de haut niveau, l'investissement de la Mairie de Lomé et l'appui des bailleurs de fonds, ont permis de développer un projet répondant aux normes internationales en particulier environnemental et social, d'un centre d'enfouissement moderne tout en faisant de Lomé une vitrine dans la sous-région en termes de gestion des déchets, affirme l'AFD.

Le Grand Lomé, suivant les chiffres officiels de ce projet, abrite aujourd'hui 1,5 millions de personnes (60% de la population urbaine du Togo) et devrait en compter un million supplémentaire d'ici 10 ans. La gestion des déchets est un des enjeux majeurs de l'urbanisation. Chaque citoyen de Lomé génère un peu plus de 200 kg d'ordures ménagères par an. Les collectivités locales formant le Grand Lomé doivent ainsi faire face à la gestion de plus de 300 000 tonnes de déchets par an. Et l'effort sera sans cesse croissant avec l'accroissement de la population.

La topographie de la ville est accidentée et bénéficie d'un système lagunaire et d'un plateau continental. Cet environnement place la gestion de l'assainissement au cœur des enjeux sanitaires urbains et du cadre de vie des populations. Avec l'appui de l'AFD dans le cadre des Projets Environnement Urbain de Lomé (13 millions d'euros depuis 2006), la Mairie de Lomé a procédé à une modernisation de la filière de gestion des déchets solides urbains. Le taux de collecte, évalué aujourd'hui à 75%, est, malgré les défis, relativement satisfaisant par rapport aux autres villes de la sous-région. L'urgence pour la collectivité était donc de disposer d'un site de stockage final des déchets répondant à des normes environnementales, la décharge d'Agoé-Nyivé ayant depuis plusieurs mois déjà atteint sa capacité maximale.

Selon la cartographie désormais disponible grâce au Pro-CEMA

Le Patronat appelle à anticiper sur les futurs métiers de l'agropole pilote de Kara

Le système éducatif togolais a un caractère généraliste et peu professionnalisant. L'offre de formation professionnelle est insuffisante et n'est pas adaptée aux besoins de l'économie. En dépit du foisonnement des établissements privés d'enseignement supérieur et les filières multidimensionnelles qui y sont offertes. D'où un déficit de compétences. L'adéquation entre le marché de l'emploi et la formation professionnelle constitue donc un défi à relever. Et pour le Conseil national du patronat (CNP), il s'agit de « l'une des préoccupations majeures des organisations d'employeurs, des autorités togolaises et constitue un axe important des politiques de développement, surtout celles visant la réduction du chômage et le sous-emploi des jeunes ».

Dans une note sur les métiers de l'agriculture au Togo, le Patronat estime que « pour répondre aux besoins de main-d'œuvre de l'agropole pilote qui sera implanté dans le bassin de la région de la Kara, il est important d'anticiper sur les besoins en formation des jeunes en réponse à la demande des différentes entreprises qui seront implantées ». Et l'institution, présidée par Laurent Tamégnon, indexe ces métiers de l'agriculture qui seront demandés : semencier certifié, tractoriste, technicien d'irrigation, maintenancier et réparateur des machines et équipements agricoles, conducteur de motoculteur, technico-commercial, fabricant des équipements et matériels de production et de transformation. « Outre ces métiers d'agriculture, il est aussi important de former des spécialistes en emballage-étiquetage des produits agricoles et agroalimentaires, spécialistes en contrôle de qualité des produits agricoles et agroalimentaires (normalisation et certification), spécialistes en finance agricole, juristes agricoles, spécialistes en

administration d'entreprises agricoles, aménagistes des bas-fonds, pépiniéristes de fruits tropicaux, spécialistes en pollinisation des fruits, producteurs de géniteurs (ovins, caprins, porcins, bovins) », ajoute le Conseil national du patronat.

L'agropole du bassin de la Kara (choisi comme site pilote du Projet de développement des agropoles au Togo, PRODAT) a fait l'objet d'une étude de faisabilité complète avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD). La zone du projet correspond à la plaine alluviale de la Kara et ses affluents « Nantiri » (rive gauche) et « Mabo » et « Nangboa » (rive droite), avec une altitude variant de 250 m (vers l'amont) à 150 m (vers l'aval), soit une pente très faible de l'ordre de 0,3%. En termes d'atouts principaux de la zone du projet, la région est bien habitée à abriter l'agropole pilote : ressources en eau et en sols assez abondantes, existence d'un réseau de routes et pistes relativement dense et quadrillant parfaitement le village de Broukou où se trouve le site de l'agroparc, pression sur la terre encore relativement faible, existence d'initiatives antérieures allant dans l'esprit du concept agropole, existence d'un système de recherche/vulgarisation/encadrement agricole assez performant en dépit de certaines contraintes (ICAT, ITRA, etc.). Le choix du site de l'agroparc à Broukou est jugé pertinent (du moins sous l'angle des conditions requises pour la mise en œuvre efficace et efficiente des infrastructures sociales et économiques de base) : le site proposé est facilement accessible, d'où la possibilité d'impacter positivement toute la région ; le site dispose de ressources en eau de surface assez abondantes grâce à un réseau hydrographique assez dense (rivière Kara et affluents) ; existence d'une forte pro-



Laurent Tamégnon, Président du Patronat

tabilité de trouver des ressources en eau souterraines suffisantes pour répondre aux besoins en accès à l'eau potable des principales localités limitrophes de l'agroparc. Sans oublier l'existence d'importantes potentialités en sols aptes au développement des cultures irriguées en maîtrise totale ou partielle au niveau des petites et moyennes plaines situées le long des affluents de la Kara aux alentours du site proposé pour l'agroparc et l'existence d'importantes potentialités en bas-fonds situés au Nord et à l'Est du site, à des distances raisonnables et/ou faciles d'accès (vallées de la Kéran et l'Oti). Les principaux groupes coutumiers de la zone du projet sont les Bassar (préfecture de Bassar), Konkomba (préfecture de Dankpen), Tem (préfecture d'Assoli), Lamba (préfecture de Kéran et de Doufelgou), Nawda (préfecture de Doufelgou) et Kabyè (préfecture de la Kozah et de la Bihah).

Plusieurs filières sont concernées par ce projet, notamment le riz, le maïs, le soja, l'anacarde et le sésame. Et les filières avicole et piscicole. Basée sur les potentialités locales, l'approche des agropoles vise à structurer et à réunir en un seul endroit, autour d'un projet agricole, une organisation opérationnelle constituée de différents leviers permettant de relever le niveau de vie des populations.

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours, d'une semaine à l'autre Un montant de 310 milliards adjugé mardi par les banques togolaises

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 13 novembre 2018, à une injection de liquidités d'un montant de 3 250,000 milliards, la totalité du montant mis en adjudication. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 310,000 milliards, contre 273,000 milliards la semaine dernière, et 239,600 milliards deux semaines plus tôt. L'opération arrive à échéance le lundi 19 novembre 2018, indique la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré se sont situés res-

pectivement à 2,7505% et 3,8837%.

Au total, soixante-dix-neuf (79) établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du Mali s'adjugent respectivement 922,991 milliards et 510,740 milliards. Ils sont suivis par ceux du Sénégal avec 505,710 milliards, du Burkina Faso avec 371,059 milliards, du Bénin avec 337,600 milliards, du Togo avec 310,000, et du Niger avec 258,600 milliards. La Guinée-Bissau fait 33,300 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions hebdomadaires sur le marché des adjudications est passé de 2.803,7 milliards en août 2018 à 2.841,1 milliards en septembre 2018, soit une hausse de 1,3%. S'agissant du montant moyen retenu au terme des adjudications du mois sous revue, il est ressorti à 2.840,4 milliards en septembre 2018, contre 2.803,7 milliards le mois précédent. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 2,69% en septembre 2018, contre 2,74% le mois précédent.

FOOTBALL/ TOGO vs ALGERIE/QCAN 2019

Adebayor : "Aider mon pays à gagner le match contre l'Algérie"

Après une absence remarquée lors de la double confrontation Togo-Gambie, Emmanuel Adebayor Shéyi revient pour prêter main forte aux Eperviers du Togo contre les Fennecs d'Algérie. L'ancien d'Arsenal compte apporter sa touche pour une victoire.

Hervé A.

"Nous sommes dos au mur. J'ai eu à disputer des matchs importants mais celui-ci est différent", a-t-il déclaré, ajoutant que si le Togo gagne dimanche, il peut se retrouver premier de sa poule devant l'Algérie, le Bénin et la Gambie.

Le joueur du club turc Basaksehir reconnaît n'avoir plus fait la différence depuis longtemps et dit compter mettre son grain de sel dans la balance pour que le Togo tire son épingle du jeu. "J'aimerais bien aider mon pays à gagner ce match contre l'Algérie", a-t-il ajouté dans des propos relayés par globalactu.com.

Selon lui, le Togo a des atouts énormes pour remporter ce match à domicile. Le premier de ses

atouts, relève-t-il, est le 3ème homme. "Nous espérons que les Togolais viendront nous supporter, on en aura besoin", a-t-il souligné.

L'autre atout est la jeune équipe pleine de talent que le Togo a aujourd'hui. "Il y a 5 ans, on a une très bonne équipe. Je peux dire la même chose de l'équipe qu'on a aujourd'hui, une équipe de très bons jeunes joueurs avec beaucoup de talents", pense-t-il.

Mais pour ce match contre les Fennecs d'Algérie, le talent ne permettra pas de faire la différence dimanche mais beaucoup plus l'état d'esprit et la combativité, prévient-il.

Le dernier de ces atouts, a-t-il noté, est le sélectionneur Claude Le Roy. "Nous avons aussi un entraîneur qui arrive à trouver une



solution dans les moments difficiles, on compte également sur lui", a-t-il fait savoir.

Après 4 matchs disputés dans ces éliminatoires de la CAN

Cameroun 2019, le Togo avec 5 points, est 3ème derrière l'Algérie et le Bénin qui totalisent le même point (7). La Gambie est le dernier du groupe.

ALGERIE

Belmadi : "Il est temps d'aller s'imposer en déplacement"

Le dimanche prochain, l'Algérie se déplace à Lomé pour y affronter le Togo, en match comptant pour la 5e journée des éliminatoires de la CAN 2019. Le sélectionneur de l'Algérie, Djamel Belmadi compte aller gagner... même avec des absences notables de certains de ses joueurs.

"Nous irons là-bas pour gagner et composer notre billet pour la CAN. Il y aura une double motivation : se qualifier dès cette rencontre et surtout réapprendre à gagner en dehors de nos bases, cela fait deux ans et demi qu'on n'a pas gagné. esprit revanchard, et nous allons là-bas en conquérants", a déclaré le technicien au cours d'une

conférence de presse.

"L'équipe togolaise s'est complètement relancée dans ces qualifications, grâce à sa dernière victoire à Banjul (1-0 contre la Gambie). Le Togo va jouer chez lui devant son public dans un petit stade, il sera certainement hyper motivé. Le match sera difficile, mais on ira là-bas pour la gagner", a-t-il tout de même souligné.

Co-leader du groupe D des éliminatoires de la CAN 2019 avec le Bénin, l'Algérie ne possède que deux points d'avance sur le Togo et tout faux pas risquerait d'être payé cher.

Pour atteindre cet objectif, Belmadi n'a pas hésité à réaliser



des choix forts dans son groupe de 24 joueurs convoqués en se passant d'éléments comme Adlène Guedioura et Rachid Ghezzal mais surtout Nabil Bentaleb. "Ils ne sont pas là aujourd'hui, c'est plutôt par rapport à leur performance au dernier match face au Bénin, même

si je reconnais qu'il y avait une faillite collective plus qu'individuelle. S'ils avaient brillé face au Bénin, ils seraient forcément parmi nous aujourd'hui", a assumé l'ancien sélectionneur du Qatar.

Restent les impondérables que Belmadi ne maîtrise pas forcément, à commencer par l'atmosphère autour du match ("Les soucis liés à ce genre de déplacements sont évidents. A Banjul, nous étions obligés de commencer le match avec deux heures de retard, au Bénin nous avons également été confrontés à des problèmes avant le coup d'envoi de la partie. Mais nous devons faire face à n'importe quelle situation", a-t-il commenté.

En Corée du Sud, une affaire aux relents d'ail

Neuf mois après les Jeux d'hiver de PyeongChang, l'une des plus belles histoires de la quinzaine olympique, la médaille d'argent de l'équipe féminine de curling, révèle aujourd'hui des lendemains moins glorieux.

Selon les médias nationaux, les cinq joueuses de la "Garlic Team" accusent leurs entraîneurs d'exploitation et d'abus verbaux. Elles se disent "malheureuses et dans une situation désespérée". Elles montrent du doigt l'ancien vice-président de la Fédération coréenne de curling (KCF), Kim Kyung-doo, coupable à leurs yeux de les avoir soumises "à des abus verbaux innombrables".

Selon les cinq jeunes femmes, originaires du même village d'Uiseong, connu dans le pays pour sa culture de l'ail, la capitaine Kim Eung-jung a été mise à l'écart après son mariage et l'annonce de sa décision d'avoir un bébé. "Les droits humains des sportifs sont violés", ont-elles écrit dans une lettre au comité olympique sud-coréen (KSOC).

Autre grief : les entraîneurs auraient conservé l'argent gagné dans plusieurs compétitions internationales, pour un total de quelques dizaines de milliers de dollars. Les joueuses se disent victimes d'une lutte de pouvoir au sein de la Fédération coréenne de curling. Enfin, elles assurent avoir été empêchées par les entraîneurs de participer aux compétitions nationales, une manœuvre destinée à les écarter de l'équipe nationale et, par extension, à les priver d'un financement fédéral. Le ministère sud-coréen des Sports a ouvert une enquête.

Une femme à la tête de la Premier League

La Premier League a annoncé mardi 13 novembre l'arrivée prochaine de Susanna Dinnage au poste de directrice exécutive. Elle est la première femme à occuper une telle fonction au sein de la ligue professionnelle de football.

Actuellement présidente de la chaîne Animal Planet du groupe américain Discovery, Susanna Dinnage débutera au début de l'année prochaine. Elle remplacera Richard Soudamore, le patron de la Premier League depuis 19 ans. Commentaire de Bruce Buck, le président de Chelsea, placé à la tête de la cellule de recrutement : "Susanna était le choix évident, étant donné son parcours dans la gestion d'entreprises complexes dans un contexte de transformation et de perturbation numériques."

Susanna Dinnage devra notamment parvenir à maintenir la forte hausse des droits d'image de la Premier League, obtenue par Richard Soudamore au cours des vingt dernières années. Ils s'élevaient à 670 millions de livres sterling (770 millions d'euros) à son arrivée en 1999. Ils se montent désormais à plus de 4,5 milliards de livres (5,18 milliards d'euros) pour la période 2019-2022.

Tanguy Ndombele ne ferme aucune porte

Brillant depuis le début de saison avec l'Olympique Lyonnais, Tanguy Ndombele suscite la convoitise de nombreux clubs. Le président rhodanien Jean-Michel Aulas est même prêt à le vendre au PSG, ce qui est envisagé également par le joueur.

Entré en jeu pour la première fois avec l'équipe de France lors du match contre l'Islande en octobre dernier, le joueur de l'Olympique Lyonnais a des chances de gonfler ses statistiques internationales lors des rencontres prévues face au Pays-Bas en Ligue des Nations et contre l'Uruguay en amical.

Ce n'est pas Jean-Michel Aulas qui s'en plaindra, lui qui a déjà lancé les hostilités au sujet d'un prochain transfert éventuel de Ndombele. En citant le PSG : "Évidemment que le PSG peut envisager de faire une offre, c'est le joueur qui décide", avait-il posté sur les réseaux sociaux. Interrogé par L'Equipe sur cette déclaration de son président, le joueur de 21 ans a répondu : "Je n'étais pas au courant quand on m'a appelé pour m'en parler. J'ai rigolé. Après, je n'y ai pas prêté attention plus que ça, c'est le président qui va décider au final, de toute façon !"

En attendant de savoir qui décidera réellement de la future destination de l'international tricolore, ce dernier a évoqué, sans trop en dire, son avenir et l'intérêt prononcé de plusieurs clubs européens (dont Tottenham fait partie). "Ça veut dire que je travaille bien. Pour l'instant, je suis bon, tant mieux pour moi. Mais si dans six mois je ne suis pas bon, peut-être qu'on ne parlera plus de moi. (...) Je suis à Lyon, je regarde vers l'avant, je me dis : pourquoi pas. Mais aujourd'hui, je ne suis pas pressé."

ELIMINATOIRES CAN U23

La double confrontation entre le Togo et le Ghana reportée aux 18 et 22 décembre

La Confédération Africaine de Football a décidé de reporter la double confrontation entre les équipes nationales U23 du Ghana et du Togo, initialement prévue pour ce vendredi et mardi, a-t-on appris auprès de l'instance de football africain.

Ce report est sollicité par la Fédération Ghanéenne de Football qui organise la CAN féminine 2018. La CAF a décidé de reprogrammer les matches éliminatoires du premier tour de la CAN U-23 Total, Egypte 2019 opposant le Ghana au Togo comme suit :

Ghana vs. Togo - 18 décembre 2018 à 15:30 au stade Baba Yara Sports à Kumasi

Togo vs. Ghana - 22 décembre 2018 à 16:00 au stade Municipal de Lomé, précise le communiqué.

Huit matchs comptant pour le



premier tour aller de ces éliminatoires de la CAN 2019 avaient lieu mercredi. Le choc du jour entre la Mauritanie et la Guinée a donné lieu à une rencontre à rebondissements remportée sur le fil par la Guinée (2-1) qui signe une excellente opération à l'extérieur avant la manche retour mardi. El Hassen Teguied a pourtant ouvert

le score en début de partie pour les locaux (9e) qui ont longtemps été en tête au tableau d'affichage, mais le Syli U23 a réagi tardivement, d'abord en égalisant par Maï Traoré (78e), puis en s'imposant au finish sur un but de Daouda Camara (90e).

De leur côté, le Kenya et l'Ethiopie n'ont pas fait de détails et pris

une énorme option en corrigeant respectivement l'Île Maurice (5-0) et la Somalie (4-0). Ça sent bon aussi pour le Burundi, vainqueur 2-0 de la Tanzanie. Ailleurs, le suspense sera davantage présent à l'image de la confrontation entre le Rwanda et la RD Congo, soldée par un nul 0-0 à l'aller.

Suite du programme vendredi et samedi avec notamment la très attendue entrée en lice du Cameroun de Rigobert Song, renforcé par les attaquants Franck Evina (Bayern Munich) et Ignatius Ganago (OGC Nice). Pour rappel, 13 sélections sont exemptées de ce premier tour : l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe.

Mise en œuvre du projet PARMCO, après les incendies de 2013

Une étude pour une autre gouvernance au niveau du nouveau marché de Kara

Jean AFOLABI

Abritant l'organe d'exécution du projet, le ministère du Commerce et de la promotion du secteur privé a lancé un avis à manifestation d'intérêt qui court jusqu'au 22 novembre 2018. Après le choix, il s'agira, en termes de principales tâches, de faire l'état des lieux de la gestion de l'ancien marché en proposant des modifications nécessaires adaptables au nouveau marché reconstruit que sont le mode d'attribution des emplacements et leur renouvellement ; les méthodes de vente admises ; la détermination des techniques de stockage des produits entreposés, des techniques de manutention des marchandises ; l'entretien du marché et le contrôle de la bonne application des règles d'hygiène ; la surveillance de l'application des lois et du respect de l'ordre, notamment le respect du règlement interne du marché ; la gestion des problèmes d'assainissement, notamment des opérations de ramassage et d'évacuation des ordures ; la perception des redevances servant à couvrir les frais d'exploitation du marché et révision des prix de location par période, le cas échéant ; la délivrance de patentes de courte ou longue durée aux marchands et passation de contrats de location ; la perception des taxes additionnelles requises par la municipalité ; la surveillance et gestion de la circulation dans l'enceinte du marché ; la

fourniture de services tels que l'électricité, etc. ; l'établissement des besoins en matière d'amélioration ou d'expansion des commodités offertes par le marché ; la modalité d'assurance des marchandises et des personnes ; le mode de gestion des commerçants ambulants ; l'organisation des réunions régulières avec les associations des commerçants afin de discuter avec eux des problèmes à résoudre pour prendre les décisions nécessaires. La durée de cette mission sera de deux mois, d'une manière séquencée.

En janvier 2013, le grand marché de Lomé et le marché central de Kara ont été victimes d'incendie criminel. Les pertes subies par les commerçants étaient estimées à 5,9 milliards de francs Cfa. Le projet d'appui à la reconstruction des marchés et aux commerçants de Kara et de Lomé (PARMCO) vise la reconstruction des marchés définitifs de Kara et de Lomé et le renforcement des capacités des commerçants. Il comprend notamment la réalisation des études architecturales et d'ingénierie des marchés à reconstruire, les travaux de construction des nouveaux marchés, des activités de sensibilisation des commerçants sur la nécessité de rendre formelles leurs activités, de souscrire des assurances, et d'avoir des comptes dans les banques ou les établissements de microfinance, et d'éviter la thésaurisation. Il apporte également un appui à la moderni-

sation des activités des bénéficiaires en formant les commerçants des marchés à la tenue des registres de recettes-dépenses et en organisant au profit des membres des associations de femmes chefs d'entreprises des sessions de formation sur divers thèmes liés à la gestion des entreprises. La série de formations a ainsi permis d'outiller et de suivre les commerçantes et commerçants sur la création et la gestion d'une entreprise, le marketing et les relations avec la clientèle, les bases de la comptabilité et de la fiscalité ou encore la gestion des crédits.

Pendant que la réception du nouveau marché de Kara est imminente, dit-on, c'est un souci de financement qui a empêché de lancer les travaux de reconstruction du marché de Lomé et avait bloqué le lancement de l'avis d'appel d'offres. Initialement évalué à environ 7 milliards de francs Cfa, le coût de la reconstruction du marché de Lomé s'est finalement chiffré à environ 22 milliards de francs Cfa. « suite aux études architecturales et de maîtrise d'œuvre qui ont pris aussi en compte les observations de tous les acteurs ». Cet écart important s'explique par la prise en compte totale, par l'étude, des mesures sécuritaires, sanitaires et environnementales, il y a un gap de financement à rechercher, avait estimé en 2017 le gouvernement qui disait s'y atteler.

Journée africaine de la statistique

Une célébration à Dapaong et des chantiers à réaliser à court terme

Late Pater

Ce 18 novembre 2018, la Journée africaine de la statistique va être encore célébrée. Elle est instituée en mai 1990 par les pays membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Objectif : sensibiliser l'opinion publique africaine sur l'importance des statistiques dans la gestion du développement de nos pays. A cette nouvelle édition, les débats, échanges et décisions doivent se rapporter au thème « des statistiques officielles de haute qualité pour assurer la transparence, la bonne gouvernance et le développement inclusif ».

Au Togo, c'est une rencontre avec la presse – animée le 13 novembre – qui a lancé les manifestations dont l'apothéose a lieu à Dapaong, dans la région des Savanes, le 19 novembre prochain. Après la région Centrale lors de l'édition 2017. A Dapaong, il est prévu des exposés sur le thème central et d'autres thèmes connexes, la vulgarisation des documents relatifs au système statistique national (SSN) notamment la loi du 3 Juin 2011 portant organisation de l'activité statistique au Togo, et la sensibilisation des élèves du lycée de Nassabé sur la statistique, etc.

Al'Institut national de la statistique et des études économiques et dé-



Koame Kouassi, Directeur Général de l'INSEED, estime que le thème de l'année 2018 cadre bien avec le choix du gouvernement togolais de réunir toutes les conditions pouvant conduire à une croissance économique forte, soutenue et inclusive qui réduirait significativement les inégalités et la pauvreté. Et c'est aussi l'occasion de relever les chantiers qui attendent le système statistique national dans les années à venir : poursuite du renforcement du cadre institutionnel, passant par la poursuite de l'opérationnalisation de l'Institut, la révision de la loi statistique en prenant en compte les principes de la Charte africaine de la statistique ratifiée en 2014 par le Togo ; le rebasage du PIB avec une nouvelle méthodologie et une nouvelle année de base ; la poursuite de l'élaboration des comptes nationaux

notamment sous le nouveau Système de comptabilité nationale (SCN) 2008, avec une nouvelle année de base qui sera 2016 pour ce qui concerne le Togo ; la réalisation des travaux préparatoires du prochain recensement général de la population et de l'habitat en 2020 ; la réalisation des études ponctuelles notamment dans le cadre de la mise en œuvre du PND, des ODD et de l'agenda 2063 de l'Union africaine, pour répondre au besoin d'informations dans le processus de suivi des politiques et programmes ; la production des statistiques courantes, etc. « L'amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel sera une préoccupation dans un sens de développement de la production statistique », ajoute-t-on.

Il faut noter que le système statistique national est un cadre administratif regroupant les fournisseurs, les producteurs et les utilisateurs de statistiques publiques ainsi que les organes de coordination des activités et les institutions nationales de formation de statisticiens et de démographes. Il comprend donc un Conseil national de la statistique, l'INSEED, les services chargés des statistiques au niveau des départements ministériels et des organismes publics et parapublics, les écoles de formation ou de recherche en statistique et en démographie.

Commémoration du Centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale

Hommage porté aux combattants tombés à Chra, au Togo

Le préfet de Notsé et les ambassadeurs de France et d'Allemagne au Togo ont conjointement organisé, le dimanche 11 novembre 2018, la cérémonie commémorative du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale au cimetière militaire de Wahala, dans le Haho. En présence des autorités togolaises et de représentants de la Grande-Bretagne, du Sénégal, du Ghana, du Niger, du Nigéria, du Gabon, de la République centrafricaine, du Burkina Faso, de l'Union européenne, des Etats-Unis, de la Belgique et de la Slovaquie, un hommage a été porté aux combattants tombés au combat lors de la bataille de Chra.

Le 22 août 1914, rappelle l'ambassade de France au Togo, elle a été la première bataille de la Grande Guerre à s'être déroulée sur le continent africain. Dans le cimetière de Wahala, reposent les corps de 28 tirailleurs des corps expéditionnaires français et britanniques, tous originaires du Mali, du Sénégal et du Ghana ainsi que ceux d'un officier britannique, d'un officier français et d'un sous-officier allemand.



« Honneurs militaires des anciens combattants, discours de bienvenue des autorités locales, représentations du groupe folklorique de Wahala et de la chorale du lycée de Wahala, ou encore lecture de prières par les autorités religieuses ont introduit cet événement, empreint d'une très forte solennité, qui a parfaitement représenté l'actuelle harmonie entre les différentes nations autrefois belligérantes », souligne l'ambassade de France.

Un message du Président de la République française a été lu par une élève du lycée français à la triple nationalité allemande, britannique et française. Les ambassadeurs

français, allemands et ghanéens, le premier conseiller à l'ambassade du Sénégal, ainsi qu'un officier britannique, ont ensuite déposé des gerbes sur les tombes de leurs soldats. La chorale du lycée de Wahala a interprété l'hymne togolais, avant que la chorale du lycée français de Lomé, accompagnée d'élèves de la British School, ne chante les hymnes britannique, allemand et français. L'hymne de l'Union européenne a lui aussi été joué par le groupe musical « Louange et Gloire à Dieu ».

Plusieurs réceptions se sont ensuite tenues, dont une organisée pour la population de Wahala.

Suivant une étude de la Banque centrale sur les exportations

Le Togo et le Sénégal, les plus diversifiés de l'UEMOA

Dans un contexte mondial marqué ces dernières années par une succession de chocs, notamment l'instabilité des marchés financiers et la forte volatilité des cours des matières premières, la transformation structurelle devient une nécessité pour les économies principalement celles en développement. Ainsi, de l'avis de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), la diversification de la structure des exportations constitue un moyen efficace de prévention contre les chocs extérieurs en atténuant les effets négatifs de la volatilité des prix de certains produits.

Sur ce plan, le Togo et le Sénégal s'en sortent parfaitement bien. S'agissant de l'évolution de l'indice de diversification par pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), il ressort de l'analyse de la Banque centrale une amélioration plus importante au Sénégal et au Togo que dans les autres pays de l'Union en 2017. L'indice du Togo est de 1 tout comme au Sénégal. Il est en revanche situé dans le sillage de 2,2

au Mali, 2 au Burkina, 1,8 au Bénin, 1,7 au Niger et 1,2 pour la Côte d'Ivoire, rapport le portail officiel Togo First.

Ici, le degré de diversification des exportations pourrait être apprécié à travers l'évolution de l'indice de diversification de Theil, qui prend en compte le nombre de produits exportés par un pays et le degré de concentration de la structure des exportations sur quelques produits. De par sa construction, plus les valeurs sont faibles, plus la diversification des exportations est forte.

Sur la période 2006-2017, l'indice de diversification affiche, globalement, une tendance haussière au Bénin, au Burkina et au Mali. Cette évolution, estime la Banque centrale, découle du fait que les exportations de ces pays se sont concentrées essentiellement sur le coton et l'or. Pour la Côte d'Ivoire, l'indice est resté quasi-stable sur la période sous revue. De manière générale, l'évolution de l'indice de diversification des exportations dans les pays de l'UEMOA met en exergue une amélioration con-

tinue du degré de diversification des produits exportés par l'Union, notamment depuis 2009, en lien avec la hausse des parts de la noix de cajou et de caoutchouc dans les ventes à l'extérieur de biens de l'Union.

La Guinée-Bissau ressort comme le pays dont les exportations sont les moins diversifiées de l'Union, en lien avec la concentration de ses ventes à l'extérieur sur l'anacarde qui représente, en moyenne, plus de 95% du total sur les cinq dernières années.

Pour rappel, le rapport sur le commerce extérieur au titre de l'année 2017 passe en revue les échanges extérieurs de l'Union avec ses partenaires commerciaux, en mettant en exergue les principaux produits faisant l'objet de transactions ainsi que leurs origines et destinations. Les analyses portent, sauf indication contraire, sur les statistiques douanières relatives au commerce général, qui prennent en compte les mouvements d'entrepôt, ainsi que les données estimées au titre des réexportations.

Prohiber la violence en milieu scolaire

Les élèves sensibilisés sur les dangers des armes légères

Etonam Sossou

La Commission nationale de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petits calibres (CNLPAL) a officiellement lancé ce 13 novembre 2018, son programme de sensibilisation en milieux scolaires. Ce sont les élèves du Lycée d'Agoè-Nyivé

Ce programme s'étend sur la période du 13 au 23 novembre et va toucher les élèves des lycées d'Agoè-Nyivé Centre et Est, de Tokoin, de Baguida, d'Adetikopé, de Togblékopé, de Sogbossito, de Sanguéra et le CEG de Légbassito. « L'école a une responsabilité sociale qui ne se limite pas à l'enseignement et à l'apprentissage,

entre autres figurent au nombre des expressions courantes de ce phénomène », a expliqué Inoussa Bouraïma, Vice-président de la CNLPAL.

Ce programme est initié dans le but de faire ressortir aux élèves les formes de violences existant en milieu scolaire, créer des activités créatives portant sur la non violence



Centre, qui ont été les premiers à être sensibilisés autour trois thématiques à savoir : « La violence liée aux armes légères et de petits calibres », « la définition et les rôles des clubs de paix en milieux scolaires » et les « différentes formes de violences constatées en milieux scolaires ».

avance. Pour de nombreux enfants, le milieu scolaire représente un univers très différent où ils peuvent être exposés aux différentes formes de violence, mais aussi initiés à la violence. Les bagarres dans les cours de récréation, les insultes verbales, les intimidations, les humiliations, les châtiments corporels

ces et leur inculquer la culture de la paix. Il sera aussi question au cours des séances de sensibilisation d'attirer l'attention des élèves sur les dangers liés à l'utilisation des armes légères et de petits calibres. Des clubs de paix seront installés dans ces établissements pour poursuivre les actions du CNLPAL.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1450 DE LOTO BENZ DU 31 Octobre 2018

Ce 07 Novembre 2018, nous prenons part au tirage de LOTO BENZ qui porte le N°1451.

Lors du dernier tirage de LOTO BENZ, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans la plupart des villes du pays.

Toutefois, la ville de NOTSE a enregistré un gagnant d'un gros lot. Il s'agit d'un lot de 1.000.000F CFA, remporté auprès de l'opérateur 20227.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional du 27 juillet 2018 des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage, un gros lot de 2.000.000F CFA est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 640 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants.)

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°145 de LOTO BENZ du 14 Novembre 2018

Numéro de base

18

59

11

81

31

Poursuite du programme de réparations

Mieux connaître le HCRRUN, pour un meilleur accompagnement de ses activités par les journalistes

Faustin W.

A la fin de la première étape de la phase dite expérimentale de la prise en charge des victimes des violences politiques au Togo de 1958 à 2005, la présidente du HCRRUN Awa Nana Daboya a tiré une fière chandelle aux médias pour leur soutien et accompagnement du processus. « En effet, depuis la recherche des victimes jusqu'à leur indemnisation, les médias ont été les principaux acteurs en amont et en aval du processus, servant d'une part, de canaux de diffusion des listes nominatives des victimes recherchées, et d'autre part de relais

« Ces insuffisances ont été mises en relief lors d'une retraite de travail organisée à Atakpamé, du 14 au 20 octobre 2018 et dont les objectifs étaient l'évaluation des activités d'indemnisation de la première étape et la programmation de la deuxième étape. » révèle-t-on au HCRRUN.

La présidente du HCRRUN semble comprendre les difficultés éprouvées par les journalistes dans la couverture des activités de l'institution. Elle les débouane presque. « Comment le journaliste peut-il informer et éduquer de façon efficace et objective la population si lui-même n'est pas bien informé ? Comment peut-il

Au moment où elles s'apprête à reprendre ses activités pour la deuxième phase, l'institution a senti le devoir de replonger les journalistes dans le bain de la justice transitionnelle et pour plus de compréhension des rôles et missions du HCRRUN.

Selon le HCRRUN, cette formation des journalistes sera organisée en quatre (4) séquences, chaque séquence étant destinée à un groupe de professionnels de chaque type de médias (presse écrite, presse en ligne, presse audio et presse visuelle) afin d'atteindre un échantillon représentatif. Outre les notions sur la justice transitionnelle et la connaissance d'aire de la Ge-



Vue de la table d'honneur à la cérémonie d'ouverture de la formation

pour porter les informations du HCRRUN aux populations à travers les émissions, les articles et les reportages. La diffusion quelques fois des témoignages de satisfaction des victimes indemnisées a contribué à renforcer la crédibilité du processus » indique-t-on au HCRRUN.

Cependant, le constat a été fait que beaucoup de journalistes ont

jouer pleinement son rôle de faiseur d'opinion s'il n'a pas une compréhension claire des questions sociétales qu'elles soient courantes comme la gestion de l'eau ou préoccupantes et sensibles comme celles liées à la réconciliation et à l'unité nationale.», s'est demandée Awa Nana Daboya. Pour elle, aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est plu-

nèse et de la mission du HCRRUN, les participants à cette formation devront maîtriser les différentes étapes élaborées par le HCRRUN dans la prise en charge et l'indemnisation des victimes et mieux comprendre le rôle des professionnels des médias dans l'accompagnement du HCRRUN.

A leur endroit, le ministre e la communication Guy Madjé Lo-



Vue partielle des journalistes participants à l'atelier

aussi péché par manque d'une meilleure connaissance sur certains aspects et notions du processus togolais de réconciliation nationale tels que la justice transitionnelle et ses mécanismes, la genèse et la mission du HCRRUN, la mise en œuvre d'un programme de réparation, le déroulement du processus d'indemnisation dans le contexte togolais, etc.

tôt le journaliste qui a besoin d'une information saine pour la mettre, grâce à une relation appropriée, à la disposition des populations. « Le bon journaliste me semble-t-il, c'est celui qui, bien instruit sur les questions qu'il aborde, passe des messages susceptibles de participer à une bonne construction politique, économique et morale des populations. », a-t-elle dit.

renzo a dit ceci : « Vous avez une grande responsabilité devant l'histoire en étant des acteurs et témoins oculaires de la mise en œuvre du volet indemnisation des recommandations du programme de réparation. De vos écrits, dépendront dans une large mesure, l'accueil que les victimes réserveront à la mission que le chef de l'Etat a confiée au HCRRUN ».

Du jamais vu au Togo!
Togocel lance le forfait
Bavard et Connecté 400%

200F
 devient
800F

* Bavard

200^{Fcfa} devient
800^{Fcfa} !

600 Fcfa vers TOC + 200 Fcfa tous réseaux + 25 SMS | 1 jour

Souscription : *919*5#

* Connecté

200^{Fcfa} devient
25Mo + 600^{Fcfa} !

400 Fcfa vers TOC + 200 Fcfa tous réseaux + 25 Mo Internet + 20 SMS | 1 jour

Souscription : *919*1#



**LE MEILLEUR RÉSEAU DATA
 ET LES APPELS LES MOINS CHERS
 AU TOGO !**

